

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BOP/R/41

7 avril 1998

(98-1395)

Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements

RAPPORT SUR LES CONSULTATIONS AVEC LE NIGERIA

1. Le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements a repris les 11 et 12 février 1998 ses consultations avec le gouvernement nigérian, qui avaient été suspendues en juillet 1997. Les consultations se sont tenues sous la présidence de M. Peter R. Jenkins (Royaume-Uni) et, conformément au mandat du Comité, en application de l'article XVIII:12 b) du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. Le Fonds monétaire international était invité à y participer conformément à l'article XV:2 du GATT de 1994.

2. Le Comité disposait des documents suivants:

Rapport sur les consultations avec le Nigéria	WT/BOP/R/25
Notification adressée par la Mission permanente du Nigéria	WT/BOP/N/32 et Add.1
Note d'information établie par le Secrétariat	WT/BOP/S/6 et Add.1

Exposé introductif du représentant du Nigéria

3. L'exposé introductif du représentant du Nigéria est reproduit à l'annexe 1.

Déclaration du représentant du Fonds monétaire international

4. Le représentant du FMI a déclaré qu'il n'était pas en mesure d'ajouter d'éléments nouveaux à ce qui avait été dit un an plus tôt. Une mission au titre de l'article IV devait être effectuée au Nigéria en avril, après quoi, le FMI pourrait, au besoin, faire part de sa nouvelle appréciation au Comité.

Débat du Comité

5. Un Membre a rappelé l'évolution récente des consultations avec le Nigéria et a fait observer que les consultations avaient été suspendues quatre fois, au cours des deux dernières années, pour donner le temps au Nigéria de rendre ses mesures compatibles avec les dispositions de l'Accord. Lors des consultations de juillet, la plupart des Membres avaient demandé que les mesures appliquées soient éliminées immédiatement ou sur une période beaucoup plus courte que celle proposée par le Nigéria. L'intervenant se félicitait que le calendrier prévu pour l'élimination des mesures ait été ramené de huit à cinq ans, mais estimait qu'autoriser le Nigéria à appliquer des restrictions pendant quatre autres années (jusqu'en 2002) nuirait à sa crédibilité au sein de l'OMC et, qui plus est, ferait apparaître comme dérisoire la possibilité donnée aux pays ayant d'importantes difficultés de balance des paiements et ayant besoin d'appliquer des mesures temporaires pour surmonter leur crise financière d'utiliser légitimement les dispositions de l'article XVIII:B.

6. D'autres Membres se sont félicités de la libéralisation qui était intervenue et que le Nigéria ait présenté un calendrier pour l'élimination progressive de ses mesures. Ils approuvaient néanmoins

la teneur générale de la déclaration du précédent intervenant. Le Comité avait déjà déterminé que les mesures appliquées ne se justifiaient pas par des difficultés de balance des paiements. Même si c'était le cas, ces mesures ne seraient pas compatibles avec les dispositions de l'article XVIII et devraient être éliminées conformément au paragraphe 11 dudit article qui n'avait pas été modifié par le Mémorandum d'accord issu du Cycle d'Uruguay sur les dispositions relatives à la balance des paiements. Le Nigéria avait déjà eu suffisamment de temps pour éliminer progressivement ses mesures, aussi devait-il les supprimer immédiatement ou dès que cela serait possible dans la pratique.

7. Les Membres ont demandé d'un commun accord que les mesures appliquées soient éliminées immédiatement ou dans les meilleurs délais. L'un d'eux a fait observer que les dispositions relatives à la balance des paiements ne prévoyaient pas le type d'élimination progressive que le Nigéria proposait. Les Membres ont souligné qu'ils seraient opposés à une nouvelle suspension des consultations. Un Membre a invité instamment le Comité à avoir plus d'égards pour le Nigéria et s'est déclaré en faveur du calendrier sur cinq ans proposé. Un autre estimait que la bonne situation des réserves du Nigéria donnait à penser que celui-ci pouvait prendre des mesures plus énergiques pour éliminer les restrictions appliquées. La présence de certains produits - notamment du kaolin - sur la liste des produits visés par les mesures de sauvegarde a été considérée comme une question appelant des éclaircissements, de même que la méthode employée pour supprimer l'inspection avant expédition. On a relevé que ces questions pourraient être étudiées plus avant lors de l'examen de la politique commerciale du Nigéria qui aura lieu prochainement.

8. Le représentant du Nigéria a dit qu'il n'était pas en mesure de proposer une suppression plus rapide des restrictions. Il lui fallait porter cette question à l'attention de ses autorités. Il a demandé un nouveau délai de grâce, demande à laquelle plusieurs Membres n'ont pu répondre favorablement pour les raisons susmentionnées.

9. Le Comité a ensuite suspendu la séance afin de pouvoir tenir des consultations informelles sur la marche à suivre pour progresser. Lorsque le Comité a repris la séance, le Président a fait observer que les Membres s'accordaient à reconnaître que les mesures appliquées n'étaient pas compatibles avec les dispositions relatives à la balance des paiements. Le Comité s'était demandé si le Nigéria avait besoin d'une nouvelle période d'ajustement. Un pays s'était déclaré en faveur d'une période transitoire jusqu'en l'an 2002. D'autres Membres avaient estimé que ce délai était bien trop long et ne pouvait être justifié par les dispositions relatives à la balance des paiements. Certains Membres avaient dit que, compte tenu des circonstances, ils ne pouvaient accepter une nouvelle suspension des consultations. Le Président a demandé que cela lui soit confirmé. Plusieurs délégations ont alors confirmé l'interprétation du Président.

10. Le représentant du Nigéria a relevé que de nombreuses délégations avaient noté avec satisfaction les progrès économiques réalisés par son pays ainsi que l'élimination d'un certain nombre de mesures. Il a demandé une nouvelle suspension des consultations. Faisant observer qu'il n'y avait pas de consensus à cet effet, le Président a déclaré que la seule option envisageable était de mettre un terme aux consultations sans conclusions concertées, comme il était prévu à l'avant-dernière phrase du paragraphe 13 du Mémorandum d'accord du Cycle d'Uruguay sur les dispositions relatives à la balance des paiements.

11. Le représentant du Nigéria a fait observer qu'il aurait pu accepter le projet de conclusions que le Président avait soumis de façon informelle aux Membres du Comité pour examen, et qui était libellé comme suit:

"Le Comité a pris note des efforts accomplis par le Nigéria pour retirer de nouveaux produits de la liste des importations prohibées dans le cadre de l'adoption du budget pour 1998, ainsi que pour raccourcir la période prévue pour l'élimination de toutes les prohibitions à

l'importation maintenues en vertu de l'article XVIII:B, en fixant la date limite à 2002 au lieu de 2005. Il a également pris note de l'évolution favorable de l'économie nigériane au cours de l'année écoulée.

Le Comité a fait observer que, conformément au Mémorandum d'accord de 1994, la préférence doit être donnée aux mesures fondées sur les prix et les mesures de restriction ne pourront être appliquées que pour réguler le niveau général des importations.

Le Comité a réitéré la conclusion qu'il avait déjà formulée en 1996, selon laquelle les prohibitions à l'importation maintenues par le Nigéria ne pouvaient se justifier par des difficultés de balance des paiements, et celui-ci était donc tenu de les supprimer.

La délégation du Nigéria a pour sa part déclaré qu'elle n'était pas en mesure de revoir le calendrier proposé pour l'élimination progressive des restrictions appliquées sans procéder, avec les autorités de son pays, à de nouvelles consultations dont découleront les politiques budgétaires annuelles subséquentes. Eu égard à cette déclaration, le Comité a demandé au Nigéria de supprimer les dernières restrictions en vigueur à compter du 1er janvier 1999, et de notifier par la suite les dispositions qu'il aura prises à la première réunion du Conseil général.

Sur la base de cette demande, le Comité est convenu de mettre un terme aux consultations.

Tant que ces mesures demeurent en vigueur, les Membres réservent leurs droits au titre du GATT de 1994."

12. En réponse à l'intervention du Nigéria, plusieurs Membres ont insisté sur le fait qu'ils ne pouvaient accepter ces conclusions, surtout en l'absence de tout engagement de la part du Nigéria d'utiliser un nouveau délai de grâce pour supprimer les mesures. Ils déploraient que les consultations s'achèvent sans conclusions concertées, mais ont souligné le caractère illégal des restrictions appliquées et le fait que l'on avait déjà largement donné l'occasion au Nigéria d'assurer la compatibilité de ces mesures avec les règles de l'OMC. Un Membre a relevé qu'il n'existait pas de base juridique pour le maintien de ces mesures et qu'elles ne devraient donc plus faire l'objet d'un examen du Comité. On a également observé qu'il serait possible de poursuivre l'étude de cette question dans le cadre d'autres organes, comme le Conseil général. Les Membres ont réservé leurs droits.

13. Le Président a dit qu'en l'absence de conclusions concertées, il ferait état des différentes vues exprimées au Comité, conformément au paragraphe 13 du Mémorandum d'accord sur les dispositions relatives à la balance des paiements. Il a déclaré que les consultations étaient achevées.

ANNEXE I

Exposé du représentant du Nigéria

1. Monsieur le Président, permettez-moi, au nom de ma délégation, de vous remercier encore une fois pour la possibilité qui a été donnée au Nigéria de régler à l'amiable les problèmes posés par les mesures commerciales restrictives qui ont été mises en place pour des raisons de balance des paiements.

2. Vous vous souviendrez que, lors des dernières consultations tenues avec le Nigéria en juillet 1997, le Comité s'était félicité que le Nigéria ait présenté un calendrier. Toutefois, il s'était opposé au calendrier échelonné sur huit ans qui lui était soumis. Ma délégation n'étant pas en mesure de proposer une période plus courte, les consultations avaient été suspendues pour lui permettre d'informer les autorités nationales de la situation. Le Nigéria avait en outre été invité à engager des consultations avec les Membres concernés au cours de novembre 1997. Il ne nous a toutefois pas été possible de le faire en raison de la préparation du budget pour 1998 qui a eu lieu à peu près à la même époque. Le Comité en a été dûment avisé.

3. Je tiens à vous informer qu'une série de consultations se sont tenues à différents niveaux du gouvernement, et qu'elles ont débouché sur le calendrier échelonné sur cinq ans que nous avons le plaisir de vous présenter aujourd'hui. Pour témoigner de notre attachement à cette nouvelle proposition, nous avons déjà retiré de la liste des importations prohibées, à compter du 1er janvier 1998, deux des produits dont le retrait est prévu en 1998 selon le calendrier échelonné sur cinq ans. Il s'agit des produits suivants:

- volailles, vivantes, réfrigérées ou congelées, et oeufs (à l'exclusion des poussins d'un jour);
- bières;
- orge et malt; et
- eaux minérales et similaires.

4. Ainsi, il ne nous reste plus que quatre produits sur la liste. Le Comité se souviendra qu'en 1997 le Nigéria avait également retiré deux produits (les meubles et les textiles) de la liste des importations prohibées. Je suis convaincu que les Membres s'accorderont à reconnaître que les mesures prises par le gouvernement nigérian montrent qu'il est clairement résolu à retirer les autres produits figurant sur la liste aux dates prévues dans le calendrier proposé.

5. En 1997, l'économie nigériane a enregistré une modeste croissance, comme le montrent les chiffres ci-après:

- i) le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 3,8 pour cent contre 3,3 pour cent en 1996;
- ii) le taux d'inflation a été ramené de 29,0 pour cent en 1996 à 8,5 pour cent au 31 décembre 1997;
- iii) les réserves extérieures ont considérablement augmenté: elles sont passées de 4,1 milliards de dollars EU en 1996 à 7,7 milliards de dollars EU en 1997. Le Nigéria doit néanmoins encore régler le problème du service de sa dette extérieure.
- iv) le taux de change est demeuré relativement stable;

- v) le taux d'intérêt réel a été positif pour la première fois depuis des années; et
- vi) les opérations budgétaires du gouvernement ont enregistré un déficit modéré de 5,0 milliards de naira contre un excédent de 38,0 milliards de naira en 1996.

6. Le Nigéria est résolu à libéraliser tous les secteurs de l'économie. Le budget pour 1998 contient plusieurs mesures devant permettre d'atteindre cet objectif. En particulier, toutes les lois entravant la concurrence dans certains secteurs comme ceux des télécommunications, de la production d'électricité, de la prospection pétrolière, des raffineries à vocation exportatrice, de la prospection du charbon et des bitumes, ainsi que de l'hôtellerie et du tourisme, sont actuellement réexaminées. En outre, plusieurs entreprises du secteur public doivent être privatisées et exploitées selon des critères commerciaux dans le cadre d'une politique de "privatisation guidée". Les entreprises publiques seront privatisées l'une après l'autre, de façon à tirer parti de l'expérience acquise pour améliorer le programme.

7. Par ailleurs, le gouvernement a adopté des mesures visant à compléter et à renforcer les réformes portant sur les douanes et les ports entreprises récemment. Les équipements nécessaires sont aujourd'hui mis en place dans les ports nigériens pour effectuer des inspections au lieu de destination. A cette fin, on installe actuellement le Système Sydonia, pour assurer l'informatisation des ports, qui facilitera et accélérera le dédouanement des marchandises importées au Nigéria. Les pouvoirs publics procéderont également à la mise en place du Système Hyco-Scan d'inspection par balayage aux rayons X dans les ports nigériens, de manière à faciliter l'inspection rapide des colis, des marchandises, des véhicules, des conteneurs entiers et des camions. De même, les réformes portuaires en cours prévoient la suppression progressive de l'inspection avant expédition.

8. Les modestes résultats enregistrés et la libéralisation en cours de l'économie nigérienne incitent à demeurer prudent pour permettre aux progrès réalisés de se consolider. Le calendrier échelonné sur cinq ans proposé vise donc à faire en sorte que la suppression des mesures commerciales restrictives soit gérée de façon appropriée et avec discernement, de façon à ne pas annuler les modestes résultats obtenus. Il importe tout autant de renforcer les capacités institutionnelles nécessaires pour permettre au Nigéria de faire face à la libéralisation en cours de l'économie, ce qui prendra un certain temps.

9. Enfin, M. le Président, permettez-moi de réaffirmer l'attachement du Nigéria aux règles et aux principes du système commercial multilatéral. Nous invitons toutefois les Membres à faire preuve de compréhension en raison de la situation particulière de l'économie nigérienne et à coopérer avec notre délégation pour tenter de conclure ces consultations durant la présente session.

10. Je vous remercie de votre attention.
